

European Energy Poverty: Agenda Co-Creation and Knowledge Innovation

Appel à l'action

Mai 2020, avec les contributions de :

Barbosa, R .; Barrella, R .; Bouzarovski, S .; Castaño-Rosa, R .;
Chatzikonstantinou, E .; Cornelis, M .; Dereniowska, M .; Dobbins, A .; Dubois, U .;
Gaydarova, E.; Grossmann, K .; Guyet, R .; Hanke, F .; Hesselman, M .; Horta, A .;
Jiglau, G .; Katman, F.; Katsoulakos, N .; Martín-Consuegra, F.; Mattioli, G .;
Mengolini, A .; Mohlakoana, N .; Robic, S .; Sagan, I .; Sareen, S .; Sinea, A;
Stojilovska, A .; Thomson, H .; Tirado Herrero, S.; Varo, A .; Vatavali, F .; Živčič, L.

La précarité énergétique augmente avec la crise du COVID-19. Il est temps de mettre en place un droit à l'énergie !


Qu'auriez-vous fait si, à l'annonce du confinement, vous n'aviez pas pu allumer votre téléviseur pour consulter les informations, ni passer un appel vidéo à votre famille, ni rester dans un logement assez chaud ? Que se passerait-il si chaque fois que vous deviez préparer un repas chaud ou que votre enfant devait assister à un cours en ligne, vous deviez vous inquiéter pour la prochaine facture d'énergie ? Et si, à la suite du ralentissement économique, vous perdiez votre emploi ?

La crise du COVID-19 engendre partout des problèmes nouveaux, quel que soit le pays, la région, le niveau de développement économique, le contexte culturel ou le niveau d'éducation des personnes. Nous sommes un groupe de chercheurs et d'experts de la précarité énergétique et nous pensons que la pandémie du coronavirus démontre, une nouvelle fois, à quel point l'énergie et les services énergétiques sont essentiels pour mener une vie sûre, saine et décente. C'est pourquoi nous appelons à un débat européen éclairé sur le droit à l'énergie et aux services énergétiques. Ce débat doit s'accompagner de travaux scientifiques robustes sur la manière de faire face à la situation actuelle, de se préparer aux conséquences et de favoriser l'évolution vers une nouvelle norme où la précarité énergétique est éradiquée. Cette initiative devra être consolidée sous la forme d'un Pacte de Solidarité Énergétique innovant.

Les impacts immédiats de la crise du COVID-19 sur les ménages en précarité énergétique en Europe

La précarité énergétique, définie comme [l'incapacité à disposer du niveau nécessaire de services énergétiques dans son logement](#), se traduit par le fait de vivre dans un logement impossible à maintenir à une température confortable été comme hiver, en raison de factures énergétiques excessives, de faibles revenus et d'une faible efficacité énergétique. Les personnes concernées sont plus vulnérables sur le plan de leur santé ([maladies respiratoires et maladies psychiques notamment](#)), ce qui les met particulièrement en danger durant la crise actuelle. Alors que les facteurs conduisant à la précarité énergétique se multiplient (faibles revenus, factures élevées, piètre qualité de leur logement), la pandémie renforce le besoin de mieux comprendre la précarité énergétique et d'identifier les ménages concernés.

La crise du COVID-19 a frappé le monde entier avec des conséquences qui se sont rapidement fait sentir et ont de sérieuses conséquences. La récession engendrée par les confinements aggrave les inégalités qui préexistaient. La précarité de l'emploi est probablement l'effet le plus visible de la crise, au-delà des chiffres de la santé. [Le chômage pourrait doubler en Europe](#). Les travailleurs précaires du commerce de détail ou de l'hôtellerie sont les premières victimes de l'arrêt brutal de l'activité économique. Il a été démontré que la précarité énergétique contribue aux maladies psychologiques. Cette vulnérabilité coïncide désormais avec le chômage partiel et le fait de devoir rester à la maison pendant une durée incertaine. Il en résulte non seulement une baisse des revenus, mais aussi une détresse émotionnelle et une incertitude quant à l'avenir.




Nos vies changent profondément. La crise du COVID-19 exacerbe les inégalités entre les sexes, qui sont elles-mêmes profondément liées aux [facteurs et au vécu de la précarité énergétique](#). Rester à la maison augmente le besoin de services énergétiques pour cuisiner, faire fonctionner des appareils électroniques, chauffer et climatiser. Dans certains pays, la consommation d'électricité augmentera considérablement ([plus de 10%](#)) pour les ménages, entraînant ainsi une augmentation des factures. Pendant le confinement, les caractéristiques du logement et du ménage jouent un rôle encore plus important. Un manque d'isolation et des appareils électriques inefficaces, des garanties d'accès à l'énergie et aux autres services publics essentiels insuffisantes et une consommation croissante d'énergie affectent les budgets des ménages. Les effets de la suroccupation et de l'inadaptation des logements deviennent encore plus visibles. Tous ces éléments détériorent la qualité de vie partout, augmentent la vulnérabilité énergétique et les inégalités socio-spatiales.

L'action COST ENGAGER a déjà publié des [recherches approfondies évaluées par les pairs](#), et des [recommandations de politique publique](#) concernant les déterminants et les impacts de la précarité énergétique en Europe et au-delà, en montrant la répartition sociale et spatiale des vulnérabilités. Les situations de précarité énergétique antérieures à la crise sont exacerbées. Des personnes sont obligées de rester dans le froid et dans le noir, privées de services énergétiques ou même d'eau chaude sanitaire. D'autres ont été déconnectées et ne peuvent plus se reconnecter, ou accumulent désormais des dettes auprès de fournisseurs de services énergétiques. Malgré les mesures d'urgence prises dans de nombreux pays pour geler les prix de l'énergie, interdire temporairement les déconnexions ou apporter un soutien financier, de nombreux ménages sont laissés pour compte. Les minorités sous-représentées restent exclues des mesures d'urgence. La distanciation physique se traduit aussi par une plus grande difficulté à rechercher et à obtenir de l'aide, que ce soit de manière formelle auprès des services d'aide sociale, ou auprès de la famille et des amis. En plus de son impact financier, ce contexte risque de détériorer la santé physique et mentale, même pour ceux qui ne sont pas malades du coronavirus. À plus long terme, à mesure que les revenus chuteront, les ménages auront du mal à payer leurs loyers et leurs crédits et risqueront l'expulsion.

Nous prévoyons que de nouveaux aspects de la précarité énergétique pourraient apparaître avec le temps. Plus de personnes pourraient être confrontées à la précarité énergétique, de manière temporaire ou plus durable. Par exemple, les indépendants, les micro-entreprises et PME pourraient rencontrer des difficultés à payer leurs factures et à poursuivre leurs activités. Les ménages pourraient être confrontés à de nouveaux dilemmes et au besoin d'arbitrer entre alimentation, chauffage, transports et télécommunications. Ils pourraient être dans l'impossibilité de payer les arriérés et la hausse des factures une fois que les interdictions temporaires de coupure seront levées.

Un pacte de solidarité pour mettre en place le droit à l'énergie.

La crise actuelle montre le rôle essentiel de l'énergie dans notre vie quotidienne. En être privé signifie être incapable de participer à la vie sociale, économique et politique. Il n'est pas acceptable de laisser plus de personnes dans le noir. En augmentant la méfiance envers le gouvernement et les décideurs, **la pandémie est aussi un risque pour la cohésion sociale et la démocratie**. Il est donc crucial **d'élaborer un pacte de solidarité** pour protéger les populations les plus vulnérables contre les crises actuelles et futures, pour lutter contre la hausse des inégalités sociales et placer la santé et le bien-être des populations au centre des préoccupations. Un partage équitable des coûts de la pandémie



entre les ménages, l'État et les acteurs économiques implique de protéger largement les populations vulnérables. Nous appelons à intensifier l'effort de recherche et développement pour mieux étudier et comprendre l'impact de telles crises mondiales sur les populations en précarité énergétique.


Il est temps d'envisager un droit à l'énergie et aux services énergétiques pour tous.

À court terme, **il est urgent que les gouvernements maintiennent et intensifient leurs efforts en matière de soutien aux plus vulnérables.** La solidarité et les services sociaux en matière d'énergie doivent continuer à fonctionner le mieux possible, y compris à distance. Des mesures flexibles pour maintenir le revenu des personnes qui ont perdu leur emploi ou qui sont en activité partielle sont nécessaires pour absorber le choc de la crise et préserver le pouvoir d'achat. Les politiques fiscales devraient être adaptées à cet objectif. Par ailleurs, des politiques doivent être conçues pour identifier les ménages et les entreprises qui ne peuvent plus payer leurs factures à cause de la crise et garantir un bon ciblage des tarifs sociaux, des subventions et des aides forfaitaires. À mesure que les consommateurs deviennent plus vulnérables et doivent consommer plus d'énergie, un accès fiable à des aides financières devrait être développé. Un fonds pour la précarité énergétique, financé par différents acteurs notamment du monde de l'énergie, pourrait aider à réduire les dettes énergétiques et à garantir que les familles pourront payer leurs factures.

Des prix de l'énergie abordables sont nécessaires, et ce, pas uniquement pour les consommateurs vulnérables. Un plafonnement des prix, un gel des prix, ou des tarifs sociaux doivent être introduits ou adaptés pour permettre aux ménages vulnérables de satisfaire leurs besoins. De nombreux foyers en précarité énergétique sont dépendants de combustibles lourdement taxés (comme le fioul domestique) qui ne sont souvent pas couverts par les mesures de protection existantes. Des mesures spécifiques doivent être mises en œuvre pour réduire la charge financière de ces énergies pendant la crise du COVID-19.

Nous appelons à l'interdiction des coupures d'énergie. Les gouvernements devraient [interdire les interruptions de fourniture](#) pendant une période allant au-delà du confinement actuel, au moins jusqu'à ce que les paiements puissent être réglés, sur une durée de cinq ans. En même temps, ils doivent prévenir l'accumulation de dettes des ménages auprès des fournisseurs. Des niveaux minima de consommation d'énergie peuvent être définis pour garantir la satisfaction des besoins de base des ménages, en particulier de ceux liés à l'urgence sanitaire COVID tels que la désinfection, l'hygiène et l'information. Après cette période, une modification générale de la loi est nécessaire pour obliger tout fournisseur à prouver que les coupures ne provoquent pas de difficultés sociales. Des mécanismes de gestion des dettes favorables aux consommateurs, voire l'annulation des dettes, devraient être mis en place en coopération entre le gouvernement, les régulateurs et les services fournisseurs d'énergie.

La qualité du logement est l'une des questions les plus urgentes. Garantir à tous les citoyens un lieu de vie décent devrait être une priorité du plan de redressement. La qualité du logement va au-delà de l'efficacité énergétique. Il est urgent d'accélérer la rénovation thermique tout en [maintenant des coûts de logement abordables](#) pour les ménages. [La vague de rénovations \(Renovation Wave\) proposée](#) devrait être juste et inclusive, afin de garantir que même les ménages les plus pauvres puissent vivre dans des logements décents ayant une bonne efficacité énergétique. Ils devraient également avoir accès à des énergies renouvelables et à des appareils économes en énergie à des prix abordables. Une



performance énergétique minimale devrait être exigée pour tous les logements, en particulier sur le marché de la location (comme proposé dans la directive (UE) 2018/844).

Un pacte de solidarité incluant la précarité énergétique contribuera à améliorer la résilience verte et sociale des sociétés européennes qui devraient considérer l'énergie comme un service essentiel et un bien commun, au même titre que les soins de santé, l'éducation et le logement.